

LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE ET LES FILLES

Une attention qui s'amplifie, une représentation de leurs problèmes qui perdure

Patrick Dubéchet

ERES | *VST - Vie sociale et traitements*

2009/3 - n° 103
pages 90 à 97

ISSN 0396-8669

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2009-3-page-90.htm>

Pour citer cet article :

Dubéchet Patrick, « La prévention spécialisée et les filles » Une attention qui s'amplifie, une représentation de leurs problèmes qui perdure,
VST - Vie sociale et traitements, 2009/3 n° 103, p. 90-97. DOI : 10.3917/vst.103.0090

Distribution électronique Cairn.info pour ERES.

© ERES. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

90 La prévention spécialisée et les filles

Une attention qui s'amplifie,
une représentation
de leurs problèmes qui perdure

PATRICK DUBÉCHOT

Les filles sont un problème, c'est bien connu... L'histoire du travail social rappelle que nombre d'institutions philanthropiques, de bienfaisance, ont, dès le milieu du XIX^e siècle, pris en considération la prise en charge des jeunes filles en danger moral. Elles ne sont pas toujours délinquantes, mais le risque existe ; elles ne sont pas prostituées, mais en danger de l'être¹. Les problèmes posés par les filles semblent être de tout temps de nature différente de ceux posés par les garçons, ou plus exactement les regards portés sur les comportements des filles et des garçons semblent, de manière récurrente, assez différenciés.

Cet article ne rend pas compte d'une recherche approfondie sur cette question. Il vise modestement à proposer un éclairage sur ces regards dans un secteur particulier de l'éducation spécialisée : la prévention spécialisée. Quelle place occupe « la catégorie des filles » dans l'action des professionnels ? Comment sont-elles évoquées, ces filles ? À quelles occasions ? Ce texte tente de répondre à ces questions. Pour cela, je me suis appuyé sur un corpus de documents consacrés à la prévention spécialisée et

principalement des rapports d'activité. Pour mesurer d'éventuelles évolutions, j'ai pris en compte trois périodes : le début des années 1980, 1990, et 2000. Bien entendu, ce travail doit être considéré comme une démarche exploratoire et l'on se gardera bien d'en tirer des enseignements définitifs. Pour cela, il faudrait étudier un volume documentaire bien plus important que celui utilisé pour cette approche. Mais peut-être cet article pourra-t-il inviter à un travail de recherche plus conséquent sur ce thème.

Une attention ancienne, mais qui s'amplifie : la catégorie « fille » de plus en plus citée dans les rapports d'activité

Dans le corpus de documents à ma disposition², par une analyse de contenu et lexicale, j'ai recherché le mot « fille » ou les termes qui se rattachaient à une existence de la gent féminine parmi le « public » évoqué. À l'épreuve de ce traitement, il semble que ce mot soit plus fréquent aujourd'hui et que les filles constituent désormais une catégorie spécifique d'intervention de la prévention spécialisée.

En effet, lorsqu'on examine des documents d'orientation, d'étude ou de synthèse de la fin des années 1970 et du début des années 1980³, il est bien rare que le mot « fille » apparaisse. En 1985, l'étude conduite par les associations du département de la Loire⁴ estime que « c'est à 76 % une population de garçons qui est concernée par l'intervention des éducateurs en club ». Le taux particulièrement élevé de filles (1/4 des effectifs) tient au fait qu'une des associations est historiquement spécialisée dans la prise en charge de jeunes filles. Le taux le plus fréquent se situe entre 10 et 15 % des jeunes suivis⁵. En 1988, trois auteurs de référence en ce qui concerne la prévention spécialisée publient un ouvrage dans lequel figure une rubrique : « Un problème particulier : celui des adolescentes⁶. » Nous verrons dans la seconde partie de cet article en quoi cette catégorie pose problème pour ces auteurs.

En 1993, l'association Espoir-CFDJ réalise une « étude sur les populations suivies » de ses cinq équipes de prévention spécialisée qui interviennent dans le Val-de-Marne. Il en ressort que les jeunes filles composent 15 % de l'effectif total des

jeunes avec lesquels s'est mise en place une action éducative⁷ : 17 % parmi les jeunes de 19 ans ou moins, 15 % entre 20 et 23 ans, 12 % parmi les jeunes de 24 ans et plus. En revanche, les chiffres indiqués par l'ADDAP dans son rapport d'activité de 1993 montrent que les filles constituent un « public » non négligeable dans les effectifs de certaines équipes de prévention spécialisée : ainsi dans cette association, sur l'ensemble de ses territoires d'implantation, les filles représentent près d'un tiers de l'effectif des « jeunes en suivi éducatif ». Ce taux sur certains sites, sans être rare, ne représente pas la majorité des documents étudiés.

En fait, cette présence moins fréquente des filles dans les effectifs des équipes de prévention spécialisée pourrait s'expliquer par le rapport distancié que celles-ci entretiennent avec les travailleurs sociaux. L'étude d'Espoir-CFDJ indique : « Par rapport aux garçons, les modes de contact avec les filles ont plus fréquemment pour origine les travailleurs sociaux ou les services sociaux (21 % des situations pour les filles, et 7 % pour les garçons). » Un peu plus loin, il est précisé que les garçons sont plus « demandeurs » auprès des éducateurs que les filles. Une étude de besoin dans l'agglomération de Chambéry⁸ relate les rencontres avec les jeunes dans le cadre du travail de rue. Pour ce qui concerne les filles, il est noté que : « Avant 20 heures, nous avons souvent croisé quelques filles qui prennent acte de notre présence mais ne demandent rien. »

Changement d'attitude des filles, des éducateurs ou évolution du contexte, lorsque l'on consulte des rapports d'activité plus récents, on constate que le nombre de filles augmente dans les

tableaux de présentation des populations suivies. Ainsi, les rapports consultés indiquent des chiffres supérieurs au quart des effectifs de jeunes suivis ou ayant bénéficié d'un accompagnement ; ils oscillent entre 25 % et 39 %. À titre d'exemple, citons les rapports d'activité, dans les années 2000, des associations Le Phare (25 %), ACR (28 %), ADSEA du 93 (33 %), Fondation Feu Vert (39 %). Comment expliquer cette évolution ? Que traduisent ces chiffres ?

Pourquoi une attention particulière en direction des filles ?

Cet article n'a pas pour ambition d'expliquer cette évolution, tout au plus se contentera-t-il de développer quelques pistes de réflexion. On peut voir dans ce phénomène un effet de contexte dans une société qui porte une attention particulière en direction des filles depuis quelques années.

– Un nouveau fait de société : la délinquance des filles ? Août 1998 voit l'apparition sur la scène médiatique d'un « gang de filles » : de jeunes Toulonnaises rackettaient d'autres adolescentes désignées comme « riches ». À la suite de ce fait divers, nombre d'articles de presse invoquent souvent des carences psychofamiliales pour expliquer ces conduites hors normes et non conformes à la douceur « féminine » ; d'autres dénoncent une « masculinisation » des conduites des adolescentes résidant dans les quartiers « en difficulté » ou « sensibles »⁹. Jusque-là, entre délinquants juvéniles et « sauvageons » des quartiers populaires, on n'avait d'yeux que pour les garçons et les jeunes hommes. Or, désormais, des filles adopteraient des comportements de

garçons : « Les jeunes filles connaissent des difficultés particulières pour trouver une place dans les structures. Elles se mettent en danger ou évoluent en périphérie de groupes de garçons dont elles adoptent les conduites. Certaines adolescentes semblent soumises aux codes familiaux et culturels, voire aux codes du quartier¹⁰. »

– Un nouveau fait de société : l'oppression des filles ? Août 1998, la jeune Sohane est brûlée par son copain dans une cité de Vitry (94). Des mouvements comme « Ni putes ni soumises » dénoncent l'oppression que les jeunes filles subissent quotidiennement. En découle dans les médias, mais aussi parmi les travailleurs sociaux et autres métiers éducatifs, un intérêt plus grand portée à la situation des filles dans les quartiers populaires et à leurs comportements.

– Une attention redoublée à l'égard des actes de maltraitance commis sur des mineurs : les affaires de pédophilie ont permis un renforcement de la protection de l'enfance et la notion d'enfant victime est étendue à la maltraitance au sein de la famille. Les violences ou l'oppression intrafamiliales deviennent une préoccupation et exigent une vigilance accrue, qui va s'exercer par divers corps de métiers dont les travailleurs sociaux.

De manière concomitante, c'est aussi le contexte professionnel qui connaît quelques changements.

– Une évolution de la démographie de l'emploi en éducation spécialisée : les établissements de formation accueillent de plus en plus de jeunes femmes. Le marché de l'éducation spécialisée compte de plus en plus de femmes dans ses effectifs. Si dans les années 1970 les hommes étaient largement majoritaires en préven-

tion spécialisée, depuis une dizaine d'années le nombre de femmes a augmenté, même si la parité reste de mise dans ce secteur. En fait, cette présence plus importante des femmes peut avoir une influence sur l'orientation des actions en direction des filles, sur les pratiques. L'étude d'Espoir-CFDJ montre que le nombre de filles parmi les jeunes suivis par les éducateurs varie selon les équipes. Le principal facteur mis en avant par les éducateurs est la présence d'une éducatrice dans l'équipe, notamment lorsqu'elle y est depuis longtemps. Dans l'étude conduite en 1985 par les associations du département de la Loire, il est expliqué : « Toutefois, une clientèle de filles existe, mais on peut analyser la présence de filles lorsqu'il y a une éducatrice dans l'équipe. » La visibilité des filles serait donc attachée à la plus ou moins grande présence d'éducatrices.

– Le rajeunissement du public de la prévention spécialisée s'accompagnerait d'une plus grande facilité de contact avec les adolescentes. Depuis le début des années 1990, les équipes de prévention spécialisée alertent sur un rajeunissement de la délinquance (association AJIR, 1995). Ce constat s'est répandu dans d'autres sphères qui observent la jeunesse et nombre de conseils généraux incitent, voire orientent l'action de la prévention spécialisée vers un public plus jeune. On peut penser que ce « rajeunissement du public » permettrait un contact plus facile avec les adolescentes, *via* l'institution ou des activités de soutien scolaire qui déboucheraient sur des « accompagnements » de filles plus fréquents. Dans le rapport d'activité du service de prévention spécialisée de la Sauvegarde du 93, on note que si les accompagnements concer-

nent 36 % des filles quel que soit leur âge, ils représentent 52 % des accompagnements parmi les 17-18 ans et 41 % des moins de 16 ans. De plus, il est constaté que les accompagnements des filles sont plus réguliers que ceux des garçons.

Ainsi, l'attention portée aux filles depuis une vingtaine d'années est le résultat de multiples facteurs. Nous en avons ici proposé quelques-uns ; une étude concernant strictement ce thème pourrait bien entendu en déterminer d'autres, compléter ou nuancer ceux-ci. Dans ce sens, les éléments ci-dessus doivent être considérés davantage comme des pistes de réflexion ou des hypothèses d'étude.

De l'autonomie jusqu'au mariage : un souci renouvelé

Le deuxième objectif de cet article était d'identifier la façon dont les filles sont évoquées dans les rapports d'activité ; plus exactement la manière dont les professionnels rendent compte des problèmes de cette « nouvelle catégorie d'action ». Lorsqu'on cherche le mot « fille » dans les rapports d'activité, on le retrouve plus fréquemment dans certains registres d'activité qui participent à un processus par lequel elles peuvent acquérir une plus grande autonomie.

La réussite scolaire étant un des leviers possibles dans ce processus, les activités sur ce thème, si elles ont toujours existé en prévention spécialisée, prennent aujourd'hui une plus grande ampleur. Fréquemment, c'est à l'occasion de l'évocation de la scolarité dans les rapports d'activité que l'on trouve les mots « fille »... et « éducatrice »¹¹. Outre les actions autour de la scolarité, des démarches d'insertion professionnelle

sont aussi mises en œuvre avec les filles. Le rapport d'activité de l'ADSEA de l'Ain de 1993 explique le travail accompli auprès de trois jeunes filles : « Nous avons conduit à nouveau une action de qualification en agroalimentaire pour des jeunes filles. Après cinq mois de stage, trois jeunes filles ont été employées avec un contrat à durée déterminée de dix-huit mois. » Ce même rapport présente un atelier de repassage dont l'objectif est de soutenir économiquement des familles monoparentales. On peut supposer qu'il s'agit de jeunes mères puisqu'il est question de « repasseuses » dans le texte. Les équipes de l'association ACR adoptent une démarche volontariste pour inciter les jeunes filles à aller sur des activités largement identifiées comme étant « réservées aux garçons » : « Nous sommes très attentifs, à chaque chantier, de le proposer aussi à des jeunes filles. En effet, les garçons mobilisent le terrain sur les cités, peu de jeunes filles sont dans la rue. Certaines ont aussi besoin d'un accompagnement éducatif. C'est l'occasion sur un chantier de mieux se connaître et, par la suite, de prendre rendez-vous afin de tenter de résoudre avec elles les problèmes rencontrés. »

Dans le processus d'insertion et d'accompagnement vers l'autonomie, une dernière étape concerne le départ du foyer familial. La question du logement est fréquemment évoquée à propos des demandes d'aide formulées par les jeunes filles ou jeunes femmes aux équipes de prévention spécialisée (Le Phare, 2004).

Une préoccupation récurrente : mariage et sexualité

Jusque-là, les domaines d'intervention évoqués ne sont guère différents de ceux

des garçons. En revanche, ce parcours vers l'autonomie, voire l'indépendance, présente des embûches plus spécifiques aux filles. Certains rapports d'activité proposent des « typologies » des « profils de jeunes » ou bien des « typologies des jeunes en fonction de leurs problématiques ». Dans ces présentations, il existe des différences entre les descriptions des garçons et celles des filles. Pour les premiers, on évoque les difficultés scolaires, leurs relations délicates avec leur famille, le chômage, des comportements violents, etc. Pour les secondes, en majorité, dans les descriptions, il est question de mise en couple et de sexualité, apparaissant fréquemment comme sources de problèmes pour les jeunes filles.

Le rapport d'activité de l'ADSEA de l'Ain explique ainsi la différence des problèmes rencontrés par les jeunes garçons et les jeunes filles : « Si pour les garçons, ce mal-être peut se traduire par des discours ou des comportements désabusés, parfois autodestructeurs, voire agressifs, ou par la consommation de produits substitutifs, pour les filles, celui-ci peut prendre d'autres dimensions. En effet, à la différence de leurs frères qui restent au domicile des parents et y sont bien acceptés même après 25 ans [...], certaines filles quittent le foyer, souvent dans des conditions dramatiques, pour se mettre en ménage contre l'avis familial. Elles ont un enfant, se séparent et reviennent quelque temps après au domicile de leurs parents, dans des conditions tout aussi dramatiques. Elles sont alors chargées de famille, non désirées dans le foyer parental... Elles vivent très mal cette situation qui les met en position de "soumission obligée" à l'égard des parents. Les jeunes filles qui prennent pour conjoint un garçon du

pays d'origine, souvent de la famille élargie, cela en apparence harmonie avec le souhait des parents, ne sont guère mieux loties. Nous constatons en effet que, dans nombre de cas, ces unions tiennent difficilement [...]. Les familles sont plus exigeantes, voire intransigeantes, vis-à-vis d'elles. L'existence d'une vie indépendante paraît ne pouvoir se réaliser qu'en rupture avec leurs familles. »

Mais cette analyse des « problèmes des filles » n'est pas si nouvelle. Retournons quelques années en arrière pour voir ce qui était écrit dans l'ouvrage de Girard, Royer et Petitclerc en 1988¹² : « Les filles [...] sont moins libres que leurs frères. Beaucoup suppléent leur mère [...] dans les tâches ménagères et les soins à apporter aux jeunes enfants [...]. » Effectuons une mention spéciale en ce qui concerne les adolescentes maghrébines qui sont fort surveillées... et bien souvent condamnées à rester cloîtrées au domicile familial. Les histoires des filles s'inscrivent dans des parcours complexes... où la sexualité occupe une place importante. Ainsi, dans l'étude des équipes du Département de la Loire, on présente « Fabien, jeune marginal » (p. 23). Issu d'une famille nombreuse, il a fréquenté l'institution judiciaire, « véhicule une forte agressivité », « provoque des échauffourées », de « nombreuses affaires de violence dans les bars », « il crie vengeance », etc. Tout autres sont les registres sur lesquels est décrite l'histoire de Myriam : « violée par son père à 18 ans », « la jeune fille est exclue de la famille », petits vols, et « grossesse suivie d'un enfant mort-né »... Après un an de « prise en charge éducative » par le club, « dans son esprit, la clarté se fait quant à ses vols, quant à la maîtrise de sa sexualité »...

Dans le rapport d'activité de 1991 de l'ADSEA des Alpes de Haute-Provence, on retrouve cette distinction. Ainsi, dans un encadré, on peut lire : « F... cache sa grossesse à son entourage, accouche sous X, abandonne son enfant. Isolement, état dépressif, tendances suicidaires. » Quelques pages plus loin, très différente est la présentation de G : CFA électronique, stage en entreprise, mais travail et assiduité déplorables ; petits cambriolages, vols de cyclomoteurs, reventes, affaires douteuses en tous genres, alcoolisme et activité nocturne débridée, violence envers sa mère, etc.

En 1988, nous l'avons vu, les filles apparaissent donc comme « un problème particulier »¹³. De quelle nature ce problème particulier est-il pour nos trois auteurs... hommes ? « Mais si les problèmes des filles sont souvent moins visibles, ils ne sont cependant pas moindres. Il faudrait dire un mot de l'image fortement dévalorisée de la fille qui règne dans la cité, de ces filles qui "tombent" enceintes sans l'avoir réellement choisi. » « Nos interventions en suivi individualisé s'articulent le plus souvent autour de dialogues concernant l'éveil affectif et sexuel, ou d'accompagnement de la jeune fille dans sa réflexion sur son désir d'enfant. » « Cela nécessite de notre part une approche et une écoute adaptées à leurs réalités. [...] notre action spécifique à leur égard s'est opérée par un travail de rue aux heures de sortie d'école, heures de courses dans les magasins d'alimentation, jours de marché. [...] Le contact a pu se faire aussi par l'intermédiaire de leurs frères » (p. 128).

Ainsi, la mise en couple et la sexualité des filles constituent des objets d'attention depuis bien des années au sein des

équipes de prévention spécialisée, et... bien moins la sexualité des garçons, dont il n'a jamais été question dans les rapports d'activité consultés. Cette façon d'envisager d'une manière différenciée la question de la sexualité des jeunes garçons et des jeunes filles n'est pas nouvelle au regard de l'histoire du travail social, et plus particulièrement de l'action éducative et rééducative de l'enfance « irrégulière ». Pour cela, il faut se référer aux travaux d'historiens et d'historiennes de l'éducation spécialisée¹⁴.

Conclusion

Les filles deviendraient-elles un problème en tant que catégorie au point que leurs situations et comportements doivent faire l'objet d'une intervention éducative ? Au regard du nombre plus important, depuis une dizaine d'années, de filles et particulièrement d'adolescentes accompagnées par les équipes de prévention spécialisée, on pourrait le penser.

De ce premier constat construit sur un échantillon restreint de rapports d'activité et autres documents relatifs à la prévention spécialisée, on doit légitimement se poser la question des causes et des facteurs qui contribuent à cette augmentation. Tout d'abord, il faut rappeler que les équipes de prévention spécialisée ont toujours eu une action auprès des filles ; cependant, dans les écrits les plus anciens, elles disparaissent sous une dénomination générique largement utilisée : « les jeunes ». Donc, tout travail d'analyse de contenu des rapports d'activité doit prendre en compte cet élément et relativiser l'absence de mention du mot « fille ». Malgré tout, comme nous l'avons vu, les filles, en tant que catégorie spécifique et

groupe, apparaissent dans les écrits à la fin des années 1980, dans trois registres principaux : le parcours d'insertion, l'autonomie au regard de la famille, et les comportements sexuels. La question de l'insertion, et par voie de conséquence, l'acquisition d'une certaine autonomie, n'est pas nouvelle comme objet du travail des éducateurs de prévention spécialisée. En revanche, on voit poindre, dans ces années-là, la question de l'autonomie et de l'indépendance des jeunes filles dont les parents sont immigrés d'Afrique du Nord.

Et ce que révèlent les contenus des rapports d'activité et autres documents, c'est que, quelle que soit leur époque, le problème récurrent à partir duquel s'engage une action éducative est l'analyse que font les professionnels de leur sexualité... Alors que cet aspect du comportement n'est pas ou très rarement évoqué pour ce qui concerne les garçons... et la sexualité des garçons bien rarement posée comme problème.

Peut-être serait-il temps que les comportements sexuels des jeunes garçons soient clairement un registre de l'action des éducateurs et éducatrices de prévention spécialisée. Cela ne veut pas dire qu'ils ne travaillent pas ce sujet avec les garçons, mais cela ne constitue pas « un problème » au point d'en faire un chapitre d'un rapport d'activité et de le faire émerger comme relevant d'un registre d'action spécifique.

PATRICK DUBÉCHOT,
sociologue-démographe,
responsable du CREAS¹⁵,
chargé d'études indépendant

Corpus documentaire*Rapports d'activité consultés*

- AGASEF (Saint-Étienne, 42), 1992.
 GAP Chablais (Thonon, 74), 1992-1993.
 ADDAP (Marseille, 13), 1993.
 ADSEA de l'Ain (Peronnas, 01), 1993.
 ADSEA (Dione, 04), 1993.
 Association méenne d'insertion (Le Mée-sur-Seine, 77), 1993.
 Association Jeunes et Cité (Laxou, 54), 1993.
 ACJAM (Mantes-la-Jolie, 78), 1995.
 Médianes (Trappes, 78), 1995.
 APRE (Elbeuf, 76), 2002.
 Le Phare, (Saint-Chéron, 91), 2004.
 ADSEA (La Courneuve, 93), 2006.
 ACR (Conflans-Sainte-Honorine, 78), 2006.

Documents de synthèse consultés

Texte d'orientation départementale de la prévention spécialisée en Seine-et-Marne à propos de la prévention spécialisée, 1977.

« La prévention spécialisée aujourd'hui », journée d'étude et de réflexion des associations de prévention spécialisée des Yvelines, 1984.

La prévention spécialisée dans le département de la Loire, 1985.

Projet pour une action de prévention spécialisée sur la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, 1986.

Plan Paris-Espoir, dispositif de prévention au bénéfice des jeunes en difficulté à Paris, 1991.

La prévention spécialisée en Seine-et-Marne, rapport d'activité départementale qui couvre six associations et treize équipes (territoires), 1993-1994.

La situation observée sur les quartiers de Chambéry Nord. Constats et propositions, 1994.

Notes

1. Françoise Tétard, Claire Dumas, *Filles de justice. Du Bon-Pasteur à l'éducation surveillée (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, éditions Beauchesne, 2008.
2. Voir liste en annexe.
3. Texte d'orientation départementale pour la Seine-et-Marne en matière de prévention spécialisée (1977) ; *Projet pour une action de prévention spécialisée sur la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines* (1986), etc.
4. *La prévention spécialisée dans le département de la Loire*, étude réalisée par les associations de prévention spécialisée avec l'aide technique du SUFC CRESAL, novembre 1985.
5. Jeunes faisant l'objet d'une action éducative par les éducateurs.
6. Victor Girard, Jean Royer, Jean-Marie Petitclerc, *Cette prévention dite spécialisée*, Paris, Fleurus, coll. « Pédagogie psychosociale », 1988.
7. Patrick Dubéchet, *Étude des populations suivies par le service de prévention spécialisée*, étude réalisée avec la collaboration des équipes d'éducateurs, association Espoir-CFDJ, mars 1993.
8. *La situation observée sur les quartiers de Chambéry Nord. Constats et propositions*, étude prospective sur les besoins d'actions de prévention dans l'agglomération chambérienne, réalisée par l'ADSEA et le centre culturel de Chambéry, décembre 1994.
9. Stéphanie Rubi, *Les crapuleuses, ces adolescentes déviantes*, Paris, Le Monde/PUF, coll. « Partage du savoir », 2005.
10. Rapport d'activité de l'association Le Phare (91), 2004.
11. Rapport d'activité de l'AGASEF, Saint-Étienne, 1993.
12. Victor Girard, Jean Royer, Jean-Marie Petitclerc, *Cette prévention dite spécialisée*, op. cit., p.114.
13. *Ibid.*
14. Vincent Peyre, Françoise Tétard, *Des éducateurs dans la rue. Histoire de la prévention spécialisée*, Paris, La Découverte, 2006.
15. Centre de recherche et d'études en action sociale de l'ETSUP, Paris.